



RÉFORMES ÉCONOMIQUES, EMPLOI ET RÔLE DES PARTENAIRES SOCIAUX EN AFRIQUE DE L'OUEST FRANCOPHONE

POUR UN RENFORCEMENT DU DIALOGUE SOCIAL



Service des politiques de
l'Emploi et du marché du travail
(POLEMP)

Bureau de l'OIT à Dakar
Equipe multidisciplinaire pour
l'Afrique Sahélienne (EMAS)

Bureau international du Travail



10339

Organisation pour la
du Fleuve Sénégal
Haut Commissariat
Centre Régional de Documentation
Saint-Louis

**RÉFORMES ÉCONOMIQUES, EMPLOI ET
RÔLE DES PARTENAIRES SOCIAUX EN
AFRIQUE DE L'OUEST FRANCOPHONE**

POUR UN RENFORCEMENT DU DIALOGUE SOCIAL

SÉMINAIRE TRIPARTITE REGIONAL SUR LES RÉFORMES
ÉCONOMIQUES, L'EMPLOI ET LE RÔLE DES PARTENAIRES SOCIAUX
Dakar, 27 - 29 avril 1998

**RÉFORMES ÉCONOMIQUES, EMPLOI ET
RÔLE DES PARTENAIRES SOCIAUX EN
AFRIQUE DE L'OUEST FRANCOPHONE**

POUR UN RENFORCEMENT DU DIALOGUE SOCIAL

Bureau de l'OIT à Dakar /
Equipe multidisciplinaire pour l'Afrique Sahélienne
(EMAS)

Service des Politiques de l'emploi et du marché du travail
(POLEMP)

Bureau international du Travail

PRÉFACE

À l'heure où la mondialisation de l'économie ouvre aux pays africains autant de perspectives de croissance que de risques de marginalisation, dans un contexte fortement marqué par l'endettement et les politiques d'ajustement structurel (PAS), les questions sociales et institutionnelles sont de plus en plus au cœur des préoccupations des gouvernements et des partenaires sociaux. Les priorités de l'ajustement ont progressivement changé, en visant, au-delà des mesures de stabilisation macro-économique, une croissance équitable et durable, par des réformes sociales («ajustement à visage humain») et politiques (bonne gouvernance, recherche de consensus social...).

C'est dans ce contexte que le *Séminaire tripartite régional sur les réformes économiques, l'emploi et le rôle des partenaires sociaux*, s'est tenu à Dakar, du 27 au 29 avril 1998. Des représentants des gouvernements et des organisations d'employeurs et de travailleurs, ainsi que des universitaires du Burkina Faso, du Bénin, de la Côte-d'Ivoire, du Mali, de la Mauritanie, du Niger et du Sénégal ont participé au séminaire. Les débats ont porté principalement sur la question de la conception des programmes de réforme économique mieux adaptés au contexte social et institutionnel de leurs pays et sur celle relative à la contribution des partenaires sociaux à la conception, au pilotage et à l'évaluation de ces programmes de réforme, de façon à concilier les équilibres macro-économiques et le développement social.

Le séminaire a permis de faire le point sur les expériences nationales et d'identifier, en particulier, les problèmes rencontrés par les pays et les acteurs sociaux, dans la mise en place d'un partenariat actif et stratégique face aux défis de l'ajustement et de la mondialisation.

La mise en œuvre des PAS, leurs résultats macro-économiques, leurs effets sur l'emploi, sur l'accès aux services sociaux, ainsi que le rôle des partenaires sociaux ont été étudiés par l'ensemble des pays de la zone (documents introductif et de référence, établis par des experts internationaux), puis par chacun des sept pays considérés (communications nationales réalisées par des consultants nationaux). Des documents soumis au Séminaire, il ressort les conclusions suivantes :

a) Les performances macro-économiques et financières contrastent avec les effets globalement contractionnistes sur l'emploi salarié formel, sur le niveau des revenus et l'aggravation des indicateurs de pauvreté. L'absence de concertation préalable des partenaires sociaux a été constatée. Le développement d'un syndicalisme participatif et représentatif et le renforcement des capacités de négociation des partenaires sociaux sont indispensables dans le processus de formulation de propositions et d'internalisation des programmes d'ajustement. Il faut donc mettre en place des structures de dialogue social efficaces. Face à l'acuité de problèmes sociaux et d'emploi, la nécessité d'institutionnaliser la concertation tripartite a été unanimement soulignée.

b) La participation effective des partenaires sociaux sur une base tripartite, mais aussi de la société civile, constitue une nécessité de plus en plus reconnue, pour assurer, d'une part, la crédibilité des réformes économiques, leur adoption et leur internalisation, ainsi que leur exécution et leur suivi, et, d'autre part, une meilleure redistribution des fruits de la croissance.

c) Les dimensions sociale, politique et institutionnelle des réformes économiques ont été reconsidérées à la lumière des expériences nationales, mais aussi en tenant compte du point de vue des représentants des institutions internationales, ouvrant ainsi la voie à l'émergence d'un consensus entre gouvernements, partenaires sociaux et institutions de Bretton Woods, à travers le soutien actif du Bureau international du Travail.

Ce Séminaire a été organisé par le Service des politiques de l'emploi et du marché du travail, le Bureau régional pour l'Afrique, le Bureau de l'OIT à Dakar et l'Equipe multidisciplinaire pour l'Afrique sahélienne, en collaboration avec l'Equipe multidisciplinaire pour les pays d'Afrique centrale et de l'Ouest. Il s'inscrit dans le cadre du Programme d'action sur l'ajustement structurel, l'emploi et le rôle des partenaires sociaux. Ce Programme d'action est conduit par M. Rolph van der Hoeven, du Service des politiques de l'emploi et du marché du travail.

Le présent rapport, rédigé par Mme Naïma Pagès, du CERED/FORUM¹, présente un résumé des interventions et les conclusions du Séminaire². Il a été établi sur la base du rapport introductif préparé par le Professeur Philippe Hugon, de l'Université de Paris X, des rapports des séances, des communications des consultants nationaux, ainsi que des notes prises par les rapporteurs lors des débats.

Carlos Castro-Almeida
Directeur du Bureau de l'OIT
et de l'Equipe multidisciplinaire
pour l'Afrique sahélienne
(EMAS), Dakar

Rolph Van der Hoeven
Coordonnateur
Programme d'action sur
l'ajustement structurel, l'emploi
et le rôle des partenaires sociaux
Service des politiques de l'emploi
et du marché du travail, BIT Genève

¹ Centre d'Etudes et de Recherche en Economie du Développement/Fondements des Organisations et des Régulations de l'Univers marchand (Université de Paris X-Nanterre).

² Un rapport officiel de ce Séminaire a été soumis au Conseil d'Administration du BIT en mars 1999.

TABLE DES MATIÈRES

I - INTRODUCTION	
1-1. Mondialisation et objectifs prioritaires du BIT ..	15
1-2. M. Assane DIOP, Ministre du Travail et de l'Emploi du Sénégal	17
II - AJUSTEMENT, EMPLOI ET RÔLE DES PARTENAIRES SOCIAUX EN AFRIQUE DE L'OUEST FRANCOPHONE :	
Communications d'introduction	
2-1. Réformes économiques et ajustement structurel : une perspective du BIT :	23
2-2. Ajustement, emploi et rôle des partenaires sociaux en Afrique de l'Ouest francophone ..	26
III - AJUSTEMENT STRUCTUREL, RÉFORMES ÉCONOMIQUES ET RÔLE DES PARTENAIRES SOCIAUX : les expériences de quelques pays de l'Afrique de l'Ouest	
3-1. Le cas du Bénin	49
3-2. Le cas du Burkina-Faso	51
3-3. Le cas de la Côte d'Ivoire	52
3-4. Le cas du Mali	54
3-5. Le cas de la Mauritanie	56
3-6. Le cas du Niger	58
3-7. Le cas du Sénégal	59
3-8. Synthèse	62
IV - SYNTHÈSE DES DISCUSSIONS	69
Observations finales	74
BIBLIOGRAPHIE	81
ANNEXES	89
Annexe 1. : Composition, termes de référence	91
et conclusions des trois commissions	91
Annexe 2 : Programme du séminaire	108
Annexe 3 : Liste des participants	110
1° - Etats Membres	110
2° - Consultants	113
3° - BIT	113

I
INTRODUCTION

1-1 Mondialisation et objectifs prioritaires du BIT :

M. Ahmar TOURÉ, Directeur régional adjoint, Bureau régional de l'OIT pour l'Afrique

Dans le contexte actuel d'ouverture internationale et de restructurations nationales et régionales, le débat sur l'emploi pose la question majeure du lien entre croissance et équité sociale et fait resurgir l'actualité, voire la modernité de la concertation tripartite, dans l'adoption et l'exécution des réformes économiques afin de répondre aux défis posés à l'Afrique.

Dans une période où les taux de croissance africains sont dans différents pays supérieurs à la moyenne internationale, les questions sociales et de l'emploi demeurent préoccupantes ; comment l'ajustement peut-il assurer une croissance à la fois durable et équitable ?

Monsieur Michel HANSENNE a souligné à juste titre, à la Conférence internationale du Travail de 1994, que l'internationalisation de l'économie ne doit pas réduire *«le rôle régulateur de l'État dans les mécanismes économiques et sociaux, ni étouffer l'action créatrice du mécanisme de négociation collective entre employeurs et travailleurs»*.

C'est dans ce sens que le BIT a mis en place un *Programme d'action sur l'ajustement structurel, l'emploi et le rôle des partenaires sociaux*, à la suite des recommandations de la Conférence de Copenhague sur le Développement social. Ce programme d'action vise à mieux intégrer les questions du développement social dans les politiques d'ajustement structurel, sur la base d'un consensus tripartite. Il cherche à promouvoir l'emploi par des investissements productifs et le développement des entreprises et à

assurer une protection sociale élargie, en renforçant les mécanismes de concertation et en formulant des projets d'assistance technique (à l'instar de ceux développés en Argentine de l'Est en 1995).

Des programmes conjoints avec les institutions du Bretton Woods ont également été mis en œuvre pour appuyer les politiques de développement social. Monsieur WOLFENSHON, Président de la Banque mondiale, a insisté en exergue, lors de la Conférence internationale du Travail de juin 1997, la nécessité d'une meilleure intégration des questions sociales dans les politiques de réformes économiques et le besoin d'impliquer les populations dans le processus de développement.

Une plus grande concertation des partenaires sociaux se révèle ainsi nécessaire dans l'émergence de solutions durables, car partagées et internalisées par les acteurs eux-mêmes. Seul, en effet, un processus réel de démocratisation peut assurer la stabilité sociale, tant exigée par les investisseurs, ainsi qu'une meilleure redistribution de la croissance, et, par là même, sa pérennisation. Sans consensus sociaux sans contrôle démocratique des institutions nationales, la stabilité sociale, économique et financière, demeure difficile à atteindre, comme nous le montre la récente crise asiatique.

L'OIT a, dans ce cadre, renforcé sa présence sur le terrain, en lançant la politique de partenariat actif, pour répondre de façon intégrée aux besoins d'assistance de ses mandants, tout en transférant vers eux une capacité d'analyse et d'interventions stratégiques en vue de faciliter leur positionnement dans une perspective à long terme.